Journal de Gien, 25 juin 2015

Un nouveau lycée à Bray-en-Val ?

Enclavé entre les pôles urbains d'Orléans, Montargis et Gien, ce territoire se mobilise pour avoir son propre établissement.

Le projet d'un nouveau lycée sur le territoire de Sully/Châteauneuf, précisément situé à Bray-en-Val, semble faire l'unanimité auprès des élus locaux et des parlementaires, de gauche comme de droite.

On a pu le constater lundi dernier lors de la réunion organisée sur la commune d'accueil de l'établissement par l'association « Lycée Avenir Sullias Val de Loire » créée en décembre 2014. Elle a réuni de nombreux maires, les nouveaux conseillers départementaux, quelques conseillères régionales ainsi que le député Claude de Ganay (Les Républicains), le sénateur Jean-Pierre Sueur (PS) et même le président de l'Agglo orléanaise, Charles-Éric Lemaignen… tous favorables à la création de ce lycée d'enseignement général et technologique.

Le docteur Philippe Rey (au micro) a défendu ce nouveau lycée devant un parterre d'élus, tous favorables au projet.

« Un réel potentiel »

Le président de l'association, le docteur Philippe Rey, a tout d'abord présenté le dossier mettant en avant les avantages de ce nouvel établissement, notamment au niveau des transports (trop longs pour beaucoup) et de la fatigue des élèves du secteur obligés de s'éparpiller entre Orléans, Montargis ou Gien. Les lycées de ces trois villes seraient de plus surchargés et d'après l'étude réalisée, 37 communes (soit 51.000 habitants) et sept collèges (soit 716 élèves de 3e) seraient concernés ce qui, pour le président, représente « un réel potentiel. »

D'un point de vue pratique, la commune de Bray-en-Val serait idéalement placée car équidistante de Sully et de Châteauneuf. Elle dispose en plus (via la communauté de communes) d'un terrain de 14 ha le long de la route Gien-Orléans où pourraient être implantés les bâtiments, un gymnase, un terrain de sport…

Enfin, la construction de ce lycée présenterait deux autres aspects particulièrement positifs : « La relance de l'économie du bassin d'emploi et l'amélioration de l'attractivité de la région, notamment pour les cadres et les professions libérales. »

Le coût de ce projet a été évalué entre 40 et 50 millions d'euros, son budget de fonctionnement étant de 6 à 7 M€ par an.

Revirement de l'exécutif régional

La conseillère régionale d'opposition, Catherine Soulié, est intervenue lors de cette réunion pour dépeindre que l'actuelle vice-présidente de la Région, vulle au rapport de la Chambre régionale des comptes, avait décidé il y a moins d'un an qu'« il n'était pas prévu de construire de nouveaux lycées, et seuls des investissements de rénovation et d'améliorations de performances énergétiques sont programmés. »

Elle s'étonne donc du revirement de position au sein de l'exécutif de cette collectivité en charge des lycées. « En termes d'équité et d'orientation du territoire, ce nouvel établissement est un bon projet. Mais il faut être honnête et transparent si on veut le voir aboutir », dit-elle, soupçonnant visiblement le président François Bonneau d'avoir changé d'avis pour des raisons plutôt électorales.

Fort soutien politique, à l'approche des élections

Les élus se sont ensuite succédé au micro pour donner leur avis à commencer par Anne Lemercier, conseillère régionale PS. Celle-ci a confirmé que son président, François Bonneau, avait donné « un avis favorable » à cette initiative. Et il aurait promis d'effectuer les premières études techniques début 2016, « pour une ouverture vers 2020/2022 », a précisé le Dr Rey.

Mais la question est de savoir qui sera à la tête de la Région (en charge des lycées rappelons-le) l'an prochain, les élections de cette assemblée étant programmées début décembre. Et au regard des récents résultats des urnes, on sent que les socialistes auront bien du mal à conserver le pouvoir.

La droite est donc à l'affût et ceux qui ont pris la parole lundi ont soutenu le projet, à l'image de Claude de Ganay ou de Jean-Luc Bigles, maire de Sully-sur-Loire et nouveau conseiller départemental. Ils ont même parlé de mobilisation de leur part, répondant ainsi à l'appel des nombreux maires (et de leurs habitants) de ce territoire enclavé entre les pôles urbains d'Orléans, Montargis et Gien.

Jean-Pierre Sueur est allé dans le même sens, signalant à Catherine Soulié (voir encadré) que les élus de la Région Centre « avaient été sensibles à la demande de leurs concitoyens » ce qui expliquerait cette nouvelle posture de François Bonneau. Mais le sénateur a ajouté que la construction d'un nouveau lycée dépendrait aussi de l'État et de l'Éducation nationale « qui doit donner son feu vert pour la création de nouveaux postes. »

Alors si le soutien unanime des élus est plutôt réconfortant pour ceux qui militent pour ce projet, celui-ci est encore loin d'aboutir et devra franchir pas mal d'obstacles, une fois passées les élections régionales de décembre prochain…

HERVÉ LE ROUX DUPEYRON

Phoca PDF